

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A6635 du 18 FEV. 2026
modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5425 du 6 février 2014
autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la
société SUEZ RV SUD OUEST au lieu-dit « Le Bois du Panier » sur la commune d'Amailloux**

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et en particulier son livre V titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.122-1 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004--374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, applicable au 1er juillet 2016 excepté l'article 66 applicable le 23 mars 2016 ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 1^{er} juillet 2018) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4357 du 26 avril 2005 autorisant la création d'un centre de stockage de déchets ultime, d'une plate-forme de compostage et d'une station de transit au lieu-dit « Le Bois du Panier » sur la commune d'Amailloux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5425 du 6 février 2014 relatif à l'exploitation par la société SITA CENTRE OUEST d'un centre de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Le Bois du Panier » sur la commune d'Amailloux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5512 du 5 novembre 2014 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Le Bois du Panier » sur la commune d'Amailloux, demande présentée par la Société SITA SUD OUEST ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2021 prescrivant des mesures d'urgence à l'encontre de la société SUEZ RV SUD OUEST exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux à Amailloux ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Nouvelle-Aquitaine adopté le 21 octobre 2019 ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant en date du 8 juillet 2022 concernant la modification du quota extra-départemental, de la gestion des lixiviats et de la durée de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux lieu-dit « le Bois du Panier » sur la commune d'Amailloux ;

Vu le courrier de la direction régionale des affaires culturelles ;

Vu la décision du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine n° 2021.196.CP du 12 février 2024 :

- de donner un avis favorable sur la suppression des quotas extra-départements de la Région Nouvelle-Aquitaine (département 16, 17 et 86) limitrophes au département des Deux-Sèvres (79), sous réserve du traitement des déchets des Deux-Sèvres (79) en priorité sur le département ;
- de donner un avis favorable au maintien des quotas extra-départementaux limitrophes et hors Région Nouvelle-Aquitaine (départements 85 et 49), sous réserve du traitement des déchets des Deux-Sèvres (79) en priorité sur le département, et d'un objectif de réduction à terme de ce quota ;
- de donner un avis favorable à la prolongation de la durée d'exploitation de l'ISDND d'Amailloux jusqu'au 31 janvier 2031, avec l'engagement d'un travail prospectif de recherche de solutions de traitement limitant ou évitant l'enfouissement des déchets au-delà de cette date ;

Vu le rapport final de l'observatoire agréé ATMO Nouvelle-Aquitaine transmis à l'inspection par SUEZ le 5 septembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 11 septembre 2025 transmis à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2025 fixant les modalités de mise à disposition de la participation du public par voie électronique (PPVE), réalisée du 19 décembre 2025 au 16 janvier 2026 inclus ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 janvier 2026 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant par courriel le 26 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 28 janvier 2026 ;

Considérant que le projet consiste en la modification du quota extra-départemental, la modification de gestion des lixiviats et la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux jusqu'au 31 janvier 2031 ;

Considérant que le projet ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que le projet de modification nécessite de mettre à jour les prescriptions relatives à l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Titre 1. Portée, conditions générales

Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1 : Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société SUEZ RV SUD OUEST (SIRET n°70198020300866) dont le siège social est situé au 2 chemin Baillou à Villenave d'Ornon (33140), sont autorisées, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune d'Amailloux (79350), au lieu-dit « Le Bois du Panier ». Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

Article 1.1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

- Arrêté préfectoral complémentaire n° 5425 du 6 février 2014 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 5512 du 5 novembre 2014 ;
- Arrêté préfectoral prescrivant des mesures d'urgences du 1^{er} juin 2021 ;

Article 1.1.3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexion avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le

présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations

Article 1.2.1: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
2760-2-b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	Stockage de déchets non dangereux : 100 000 t/an jusqu'à la fin d'exploitation (31 janvier 2031) Capacité totale de stockage = 1 776 000 tonnes (1 850 000 m ³ pour une densité de 0,96)	A
3540	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes et 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	Stockage de déchets non dangereux : 100 000 t/an jusqu'à la fin d'exploitation (31 janvier 2031) Capacité totale de stockage = 1 776 000 tonnes (1 850 000 m ³ pour une densité de 0,96)	A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation :	Réception de 3 000 m ³ /an en provenance des CET fermés de Maisontiers et Viennay	A
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	120 m ³	DC

Régime : A (Autorisation), E (enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Article 1.2.2: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	4 piézomètres : Pz1, Pz2, PZS1, PZS4	D

Article 1.2.3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Amailloux	E559 et E561	Le Bois du Panier

L'emprise totale de l'installation représente environ 38,6 ha dont 20 ha destinés au stockage.

La capacité utile de stockage initial est inchangée, soit 1 776 000 tonnes (1 850 000 m³ pour une densité de 0,96). Les apports de déchets non dangereux sont limités à 100 000 t/an

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.2.4 : Horaire d'ouverture

Les heures de réception des déchets sont les suivants :

- de 7h00 à 20h00 du lundi au samedi

Chapitre 1.3. Conformité au dossier d'autorisation

Article 1.3.1 : Conformité au dossier d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 30 avril 2004. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, à l'exception de celles des articles aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté suivant les dispositions du titre 3.

L'exploitation du centre de stockage est réalisée conformément aux programmes d'exploitation prévu à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et au profil topographique figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Chapitre 1.4. Mise à l'arrêt définitif

Article 1.4.1 : Mise à l'arrêt définitif, cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif ses installations, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, de tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats. La zone de l'implantation des aménagements éliminés est remise en état ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site pendant au moins cinq ans. À l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent rester protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien sur site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39 à R. 512-39-6 du même code.

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi post-exploitation, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation,
- un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une étude géotechnique de stabilité du dépôt ;
- le relevé topographique détaillé du site ;
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées au moins depuis 5 ans ;
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en termes d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

Chapitre 1.5. Prescriptions techniques applicables

Article 1.5.1 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnées ci-dessous :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux : applicable au 1er juillet 2016 excepté l'article 66 applicable le 23 mars 2016 ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 1^{er} juillet 2018) ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des « articles L. 214-1 à L. 214-3 » du Code de l'environnement et relevant de la rubrique « 1.1.1.0 » de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 1.5.2 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcements des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont précisées, complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

Chapitre 1.6. Garanties financières

Article 1.6.1 : Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes et pour les installations de stockage de déchets :

- a) Surveillance du site ;
- b) Interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- c) Remise en état du site après exploitation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'activité de stockage de déchets non dangereux (rubrique 2760) visée au chapitre 1.2.

Article 1.6.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé en référence à la valeur de l'indice des travaux publics TP01 en vigueur publié en décembre 2025 (soit 130,5). Pour chacune des périodes à couvrir, le montant de la garantie à constituer devra être réévalué, sur la base de la valeur de ce même indice au début de la période couverte.

Il est fixé de la façon suivante en fonction des différentes périodes d'exploitation et de suivi post exploitation.

Phase	Période	Tonnage autorisé	Montant TTC en euros
Exploitation	2007 à 2031	100 000 t/an	4 714 745.00 €
Post-exploitation	N+1 à n+5	0	3 536 058.75 €
	N+6 à n+15		2 652 044.06 €
	N+16		2 625 523.62 €
	N+17		2 599 268.39 €
	N+18		2 573 275.70 €
	N+19		2 547 542.94 €
	N+20		2 522 067.52 €
	N+21		2 496 846.84 €
	N+22		2 471 878.37 €
	N+23		2 447 159.59 €
	N+24		2 422 687.99 €
	N+25		2 398 461.11 €
	N+26		2 374 476.50 €
	N+27		2 350 731.74 €
	N+28		2 327 224.42 €
	N+29		2 303 952.17 €
	N+30		2 280 912.65 €

Article 1.6.3 : Établissement des garanties financières

Dès la mise en activité de l'installation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 1.6.4 : Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance. Un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 est adressé au Préfet.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 1.6.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les trois ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Article 1.6.6 : Révision du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.6.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L 71-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.6.8 : Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, après l'intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même Code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au présent article (ou au I. du R. 516-3 du Code de l'environnement) est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e) susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 1.6.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévu aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Chapitre 1.7. Modifications

Article 1.7.1 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.7.2 : Rapport d'incident ou d'accident

En complément des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et, pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant, la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

Article 1.7.3 : Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.7.4 : Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.7.5 : Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.7.6 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Tout déplacement, à l'intérieur du site autorisé, des installations classées visées au présent arrêté ou toute implantation de nature à modifier la cartographie des risques devront faire l'objet d'un porter à connaissance prévu à l'article 1.7.1.

Article 1.7.7 : Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre 1.8. Respect des autres législations et réglementations

Article 1.8.1 : Arrêtés, circulaires et instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
19/11/96	Décret n°96-100 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/07/12	Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement
31/05/21	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Article 1.8.2 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, ainsi que la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Chapitre 1.9. Exploitation des installations

Article 1.9.1 : Objectifs généraux

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable dans les conditions prévues réglementairement ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Article 1.9.2 : Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention », prévu à l'article 63 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 1.9.3 : Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

Chapitre 1.10. Intégration dans le paysage

Article 1.10.1 : Voies de circulation, propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées en particulier à la sortie de l'installation ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de déchets, de poussière, de terre ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;

- les bennes ouvertes sont couvertes d'une bâche ou d'un filet à l'arrivée sur le site ou avant le départ de l'établissement.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

Les voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception, de déchargement ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières. Dans le même but, les véhicules transportant des déchets doivent circuler bâchés, à vitesse réduite, et l'arrosage des pistes est effectué en tant que de besoin par temps sec.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 1.10.2 : Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Les modalités de plantations (localisation des haies, nombre de plants, largeur de la haie, essences...) et de la configuration des écrans visuels doivent être conformes à celles décrites dans la demande d'autorisation d'exploiter du 27 avril 2004.

Chapitre 1.11. Documents à transmettre / tenus à la disposition de l'inspection

Article 1.11.1 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

1. Le dossier de demande d'autorisation initial ;
2. les plans des installations tenus à jour ;
3. les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
4. les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
5. les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
6. les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;
7. les dispositions prévues en cas de sinistre ;
8. tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site toute la vie de l'installation, excepté les documents visés au 8. qui doivent être conservés durant 5 années au minimum. En outre, les résultats de tous les contrôles et analyses des puits de contrôle visés au chapitre 2.4.12 sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 1.11.2 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection, et le cas échéant au préfet, les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités/échéance
Article 1.6.4	Renouvellement des garanties financières	Au moins 6 mois avant échéance (au préfet)
Article 1.6.5	Actualisation des garanties financières	En tant que besoin
Article 1.7.1	Informations quant à la modification des installations	Avant sa réalisation (au préfet)
Article 1.7.4	Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impacts	En tant que besoin (au préfet)
Article 1.7.3	Changement d'exploitant	Installation de stockage : avant changement (au préfet) Autres installations : dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (au préfet)

Article 1.4.1	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.4.1	Plan d'exploitation et mémoire sur l'état du site	6 mois avant le terme de suivi post-exploitation
Article 1.7.2	Rapport d'incident et d'accident	Dans les 15 jours suivant l'évènement
Article 2.9.4	Qualité du biogaz collecté	Une fois par an
Article 3.1.4	Émissions des torchères	Une fois par an, transmission dans le mois qui suit l'analyse
Article 2.3.6	Émissions des installations de valorisation du biogaz	Une fois par an, transmission dans le mois qui suit l'analyse
Article 2.4.11	Suivi du volume des effluents liquides	Trimestriellement : volume des lixiviats traités mensuellement Trimestriellement : volume des eaux de ruissellement intérieures rejetées
Article 2.4.11	Qualité des effluents liquides	Tous les trimestres, transmission dans le mois qui suit l'analyse
Article 3.1.5	Résultats de l'auto-surveillance des eaux souterraines	Tous les trimestres (ou plus fréquemment en cas de surveillance renforcée), transmission dans le mois qui suit l'analyse
Article 3.1.6	Mesures des niveaux des eaux souterraines	Deux fois par an (basses eaux et hautes eaux) ou plus fréquemment en cas de surveillance renforcée
Article 2.4.7	Résultats de l'auto-surveillances des rejets aqueux	Selon les fréquences définies pour les différents rejets
Annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé	Bilan annuel d'activité	Une fois par an, avant le 31 mars de l'année N+1 (au préfet)
Article 2.9.11	Déclaration annuelle – Bilan des rejets	Une fois par an, avant le 1 ^{er} avril de l'année N+1
Article 2.9.8	Bilan Hydrique	Une fois par an
Article 2.9.12	Résultats des mesures acoustiques	Tous les 3 ans
Article 2.10.1	Information du public	Une fois par an

Titre 2. Prescriptions supplémentaires

Chapitre 2.1. Prescriptions spécifiques à l'installation

Article 2.1.1 : Consistance des installations autorisées

L'établissement regroupe l'ensemble des installations classées et connexes suivantes. Il est organisé comme suit et reporté sur le plan de l'installation en annexe I du présent arrêté.

- Une zone de stockage de déchets non dangereux limitée par les digues de confinement périphériques. Chaque casier est hydrauliquement indépendant et matérialisé par les digues de confinement et des merlons ; chaque casier est subdivisé en alvéoles ; chaque alvéole est matérialisée par les digues de confinement de la zone et/ou par des merlons.
 - Tranche 1 : 15 casiers ;
 - Tranche 2 : 6 casiers.
- Une zone de tri/transit/regroupement,
- Des installations communes à l'ensemble des activités du site :
 - Un pont bascule et un portique de mesure de la radioactivité,
 - Un bâtiment administratif,
 - Des parkings pour le personnel et les véhicules d'exploitation,
 - Une plate-forme technique de traitement des lixiviats,
 - Une plateforme technique de traitement des biogaz comprenant notamment une unité de préparation, une unité de prétraitement et une unité de production d'électricité ainsi que deux torchères ;
 - Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux internes et des lixiviats ;
 - Des dispositifs de récupération des biogaz ;
 - Des dispositifs de réinjection d'effluents liquides.

Article 2.1.2 : Nature et origine géographique des déchets

Les déchets acceptables dans les présentes installations sont des déchets non dangereux ultimes provenant des Deux-Sèvres et des départements limitrophes.

Dans le respect du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, le tonnage maximum de déchets d'origine extra-régionale est de 30 000 t/an avec une diminution progressive jusqu'à 20 000 t/an au 31 janvier 2031.

L'ordre de priorité des apports de déchets à traiter sur le centre de stockage d'Amailloux est le suivant :

- les Deux-Sèvres (79) en priorité,
- puis la Vienne (86), la Charente (16) et la Charente-Maritime (17),
- et enfin le Maine et Loire (49) et la Vendée (85).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments permettant de justifier de la priorisation des déchets.

Article 2.1.3 : Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux accordée initialement pour une durée de 19 années à compter de la mise en service de l'installation est prolongée, pour l'entreposage des déchets non dangereux ultimes, jusqu'au 31 janvier 2031.

Chapitre 2.2. Protection de la biodiversité

L'exploitant respectera les dispositions prévues dans la demande d'autorisation du 27 avril 2004.

Article 2.2.1 : Mesures d'évitement

Dans la mesure du possible, l'exploitant préserve les arbres âgés dans l'emprise du projet, notamment sur la bordure ouest entre le pied remblais et la clôture.

Article 2.2.2 : Mesures de réduction

L'aménagement des bassins de stockage des eaux pluviales doit être conforme à celui décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter d'avril 2004.

Article 2.2.3 : Mesures de compensation

L'exploitant reconstitue des habitats boisés par la plantation d'essences locales et aménage les habitats nouvellement créés.

Un boisement compensateur au défrichement est réalisé sur une surface de 58,1 hectares sur les communes de Chiché et Boismé.

Les dispositions mises en œuvre doivent être conformes à celles décrites dans la demande d'autorisation d'exploiter d'avril 2004.

Chapitre 2.3. Protection de la qualité de l'air

Article 2.3.1 : Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 2.3.2 : Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne sont tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 2.3.3 : Suivi des odeurs

L'exploitant met en place un dispositif de suivi des odeurs sur le site, dès lors qu'une gêne est constatée et/ou signalée, que ce soit par ses propres services ou par des tiers.

Ce suivi est assuré par la réalisation d'une ronde autour du site. À chaque ronde, les observations suivantes sont consignées dans un registre dédié :

- la date et l'heure de la ronde ;
- l'emplacement des nuisances olfactives ;
- les conditions météorologiques (vent, température, hygrométrie, etc.) ;
- la typologie et l'origine des derniers déchets apportés sur le site ;
- l'état de fonctionnement des installations de traitement (biogaz et lixiviats), y compris tout dysfonctionnement éventuel ;
- le volume des lixiviats dans les bassins ;
- les éventuelles plaintes reçues ;
- et tout autre élément jugé nécessaire à préciser.

L'exploitant procède à une analyse systématique des corrélations entre l'apparition d'odeurs et les conditions de fonctionnement du site, en tenant compte des critères mentionnés ci-dessus. Les résultats de cette analyse ainsi que les actions mises en place sont documentés et mis à disposition des services de contrôle sur demande.

Article 2.3.4 : Dispositions générales des conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour le gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Ces points de rejet sont repérés sur un plan de l'établissement tenu à jour.

Article 2.3.5 : Équipements des installations de valorisation et d'élimination

L'installation est dotée d'une installation de valorisation du biogaz (moteur de cogénération d'une puissance de 0,717 MWth) et d'une installation d'élimination du biogaz adaptée au débit.

Article 2.3.6 : Valeurs limites des polluants rejetés en sortie des installations de valorisation (moteur/turbine)

En sortie d'installation de valorisation du biogaz, les gaz font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur des gaz émis à l'atmosphère : NO_x, COV non méthanique, CO et poussières.

En cas de valorisation du biogaz, les valeurs limites ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :

- poussières : 150 mg/Nm³
- NO_x : 525 mg/Nm³
- COV non méthanique : 50 mg/Nm³/h

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 5 % sur gaz sec pour les dispositifs de valorisation du biogaz (moteur/turbine).

Chapitre 2.4. Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

L'alimentation en eau du site s'effectuera exclusivement par raccordement au réseau public d'adduction d'eau.

Article 2.4.1 : Dispositions générales

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler notamment les eaux résiduaires polluées, tout au moins jusqu'à leur point de traitement éventuel, des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 2.4.7 ou non conforme aux dispositions du présent chapitre (2.4) est interdit.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser $100 \text{ m}^3/\text{j}$, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et

collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Article 2.4.2 : Eaux vannes

Les eaux vannes (sanitaires, lavabo, local du centre tri, etc.) sont traitées en conformité avec les règles d'assainissement en vigueur.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau externe ou d'autre site industriel.

Article 2.4.3 : Collecte et gestion des eaux de ruissellement intérieurs non en contact avec le déchet et des eaux souterraines

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, et si nécessaire les eaux souterraines issues des dispositifs visés à l'article 2.8.3 passent, avant rejet dans le milieu naturel, par trois bassins :

- 1er bassin : bassin nord-ouest d'un volume d'au moins 2 000 m³ et de débit de rejet maximum de 250 m³/j ;
- 2^e bassin : bassin sud d'un volume d'au moins 1 500 m³ aménagé avec la tranche 2 d'exploitation du site et de débit de rejet maximum de 300 m³/j ;
- 3^e bassin : bassin incendie d'un volume de 1 190 m³, qui reçoit les eaux de voirie et des espaces verts de l'aire d'accueil, de débit de rejet maximum de 70 m³/j.

Ils sont dimensionnés d'une part pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale et un contrôle de leur qualité et d'autre part pour garantir un débit donné de restitution au milieu naturel.

Les bassins des eaux de ruissellement intérieurs mis en place sont équipés de vannes ou tout autre dispositif permettant de contenir une pollution et de la traiter le cas échéant.

Les secteurs de la voirie interne susceptibles de présenter un risque qualitatif seront équipés d'un dispositif de prétraitement par débourbeur et séparateur à hydrocarbures. Les éventuelles eaux de lavage des véhicules et du sol des ateliers seront dirigées vers un débourbeur-séparateur à hydrocarbures avant rejet dans les fossés de collecte. Ce dispositif sera suffisamment dimensionné

pour éviter tout risque d'apport d'hydrocarbures dans le milieu naturel.

Les justificatifs du dimensionnement de chacun de ces ouvrages, prenant en compte notamment les évolutions nécessaires au fur et à mesure des extensions, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les aménagements nécessaires doivent être réalisés dans leur intégralité avant chaque extension qui les justifie.

Article 2.4.4 : Collecte et gestion des eaux de ruissellement en contact avec les déchets (Lixiviats)

Les équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés pour chaque catégorie de déchets faisant l'objet d'un stockage séparatif sur le site. L'installation comporte deux bassins de stockage de lixiviats de 1 500 m³ (bassin sud) et 2 000 m³ (bassin nord). Le bassin sud est construit pour la tranche 2 d'exploitation.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires et adaptés pour traiter les lixiviats produits par l'exploitation.

Les lixiviats traités sont stockés dans un bassin de stockage des perméats de 1 745 m³. Ces perméats peuvent être rejetés dans le milieu naturel s'ils respectent les valeurs fixées à l'article 2.4.10.

Pour les casiers C2, C4, C5, C6, C7, C10, C12 à C18, les lixiviats sont pompés au droit du point bas des casiers C2, C4, C5, C6, C7 et C16 puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats.

Des sondes de mesure ou tout autre système équivalent, permettant de surveiller en temps réel la hauteur des lixiviats en fond de casier, sont installés dans tous les puits de tous les casiers de l'installation.

Un stock de pompes de secours suffisant est mis en place sur le site pour garantir le respect des hauteurs de lixiviats en fond de casier en toute circonstance. Le retour à la collecte en gravitaire est mis en place dès lors que cela est techniquement possible.

Si cela s'avère nécessaire, l'exploitant met en œuvre de nouveaux puits afin de maintenir les hauteurs de lixiviats sous le niveau du massif drainant. De même, un pompage automatisé est mis en place en cas de défaillance du système de collecte gravitaire des lixiviats. Dans tous les cas, toutes les mesures nécessaires sont prises pour préserver la barrière active des casiers.

Article 2.4.5 : Recirculation des lixiviats (Bioréacteur)

Les systèmes d'injection de lixiviats dans le massif de déchets, et notamment leur densité, doivent permettre d'assurer une répartition optimale et homogène des liquides réinjectés. Les différentes parties du dispositif constituées de drains placés dans les tranchées horizontales doivent être suffisamment flexibles pour éviter la rupture au niveau des drains ou des valves sous l'effet des tassements différentiels. Les tranchées sont disposées à une distance d'au minimum 15 mètres par rapport aux bordures de la digue périphérique et d'au minimum 1,5 mètres par rapport à la couverture. La distance horizontale entre drains sera au maximum de 14 mètres. La distance verticale entre deux niveaux horizontaux est au maximum de 10 mètres.

Toute disposition est prise pour éviter le colmatage des drains : pente des drains, protection des drains, qualité des lixiviats...

Article 2.4.6 : Caractérisation des lixiviats externes à traiter

Les lixiviats collectés sur les sites de Maisontiers et Viennay sont traités sur la plate-forme technique de traitement des lixiviats et des biogaz sous réserve de respecter les critères suivants :

Paramètres	Valeur limite
MEST	< 600 mg/l
DCO	< 3 000 mg/l
DBO5	< 800 mg/l
Température	< 30 °C
pH	Entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation chimique)
Azote global	< 875 mg/l
Phosphore total	< 50 mg/l
Plomb	< 0,5 mg/l
Chrome	< 2 mg/l
Cuivre	< 0,5 mg/l
Zinc et composés	< 2 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l

Article 2.4.7 : Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux de ruissellement extérieures au site ;
- eaux de ruissellement intérieures au site non en contact avec le déchet issues du dôme ;
- eaux de ruissellement intérieures au site issues de zones imperméabilisées (ex : voirie, déchetterie, plate-forme technique...) ;
- lixiviats bruts ;
- perméats (lixiviats traités) ;
- concentrats (résidus de traitement des lixiviats).

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet Est	N° : 1
Coordonnées Lambert 93	X : 444 518,83 Y : 6 634 117,14 Z : 218,30
Nature des effluents	– Eaux de voirie – Eaux de ruissellement des espaces verts
Exutoire du rejet	Milieu naturel via un réseau de fossés
Milieu naturel récepteur	Le Thouaret et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Thouet – Code Sandre : GR0442
Traitement avant rejet	– Pour les eaux issues des zones imperméabilisées : séparateur à hydrocarbures et décantation – Pour les eaux issues des espaces verts : aucun
Conditions de rejet	Respect des valeurs limites de concentration précisées en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016
Débit maximal horaire (m ³ /h)	70 m ³ /h
Point de rejet Nord-Ouest	N° : 2
Coordonnées Lambert 93	X : 443 735,25 Y : 6 634 198,50 Z : 200,77
Nature des effluents	– Eaux de ruissellement intérieurs et eaux de voirie – Lixiviats traités (perméats)
Exutoire du rejet	Milieu naturel via un réseau de fossés
Milieu naturel récepteur	Le Thouaret et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Thouet – Code Sandre : GR0442
Traitement avant rejet	– Pour les eaux de ruissellement : décantation en bassin – Pour les lixiviats traités (perméats) : station d'épuration
Conditions de rejet	Respect des valeurs limites de concentration précisées en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016
Débit maximal horaire (m ³ /j)	– Eaux de ruissellement intérieurs et eaux de voirie : 250 m ³ /j – Lixiviats traités (perméats) : 100 m ³ /j
Point de rejet Sud	N° : 3
Coordonnées Lambert 93	X : 443 952,74 Y : 6 633 192,85 Z : 210,84
Nature des effluents	– Eaux de ruissellement intérieurs et eaux de voirie
Exutoire du rejet	Milieu naturel via un réseau de fossés
Milieu naturel récepteur	Ruisseau la Raconnière – Code Sandre : L8134700
Traitement avant rejet	Décantation en bassin
Conditions de rejet	Respect des valeurs limites de concentration précisées en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016
Débit maximal horaire (m ³ /j)	300 m ³ /j

Une analyse du pH et une mesure de la résistivité des eaux des bassins de stockage des eaux de ruissellement intérieures sont réalisées avant rejet. En cas d'anomalie, les paramètres fixés à l'article 2.4.10 sont analysés en complément des mesures annuelles prévues.

Article 2.4.8 : Entretien et conduite du séparateur à hydrocarbures

Les dispositifs de traitement (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.4.9 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables, qui directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 2.4.10 : Valeurs limites d'émission des perméats avant rejet dans le milieu naturel

Les dispositions relatives aux valeurs limites d'émission des perméats avant rejet dans le milieu naturel sont définies à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

En compléments des dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant réalise une analyse trimestrielle des nonylphénols, des octylphénols, des pesticides et des dioxines.

Les valeurs limites de concentration sont les suivantes :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	309-00-2 / 60-57-1 / 72-20-8 / 465-73-6	1103 / 1173 / 1181 / 1207	25 µg/l (somme des 4 drines visées)	-
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	-	7707	25 µg/l	-
Nonylphénols	84-852-15-3	1958	25 µg/l	-
Octylphénols	140-66-9	1959	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j

Article 2.4.11 : Programme de surveillance des rejets

Conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux l'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets détaillé dans le présent article.

Ce programme de surveillance comprendra notamment le contrôle :

- des lixiviats ;
- des perméats ;
- des concentrats ;
- et des eaux de ruissellement internes.

Une mesure en continu du débit sera réalisée pour chaque rejet au milieu naturel.

Des échantillons représentatifs de la composition moyenne sont prélevés pour la surveillance. Pour les lixiviats, les prélèvements s'effectueront d'une part en sortie des bassins de stockage visés à l'article 2.4.4 avant traitement, ainsi qu'avant rejet dans le milieu naturel après traitement. Pour les eaux de ruissellement internes, ils seront réalisés à la sortie de leurs bassins de stockage visés à l'article 2.4.3.

Le volume des lixiviats traités est déterminé mensuellement.

Le volume des eaux de ruissellement rejetées est déterminé trimestriellement.

Seuls les lixiviats traités (perméat) sont autorisés, dans les conditions précisées à l'article 2.4.10 du présent arrêté, à être rejetés dans le milieu naturel. Trimestriellement, la composition des perméats et des eaux de ruissellement internes sera mesurée, notamment pour les paramètres suivants :

- les matières en suspension totales ;
- le carbone organique total ;
- la demande chimique en oxygène ;
- la demande biochimique en oxygène ;
- l'azote global ;
- le phosphore total ;
- les phénols, les métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al) ;
- le chrome VI ;
- le cadmium ;
- le plomb ;
- le mercure ;
- l'arsenic ;
- le fluor et composés ;
- les cyanures libres ;
- les hydrocarbures totaux ;
- les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ;
- la résistivité (ou la conductivité) ;
- l'ammoniac ;
- les chlorures ;
- le pH ;
- et la température.

Trimestriellement, les hydrocarbures totaux seront également analysés en sortie des séparateurs d'hydrocarbures.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspecteur des installations classées tous les trimestres, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 2.4.12 : Réseau de contrôle des eaux souterraines

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage, défini en annexe II du présent arrêté. Ce réseau est constitué a minima des puits de contrôle suivants qui doivent permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site : Pz 1, Pz 2, PZS1, PZS4 et résurgence S6.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification hydrogéologique du réseau de contrôle retenu (nombre de puits, emplacement et profondeur).

Ces points de contrôle sont réalisés et contrôlés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques. En particulier, le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Chapitre 2.5. Déchets

L'exploitant utilise, pour ses déclarations relatives à la gestion des déchets, la codification réglementaire en vigueur, conformément aux dispositions des articles du présent chapitre. Les justificatifs évoqués dans ce présent chapitre doivent être conservés au moins cinq ans.

Article 2.5.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter l'article L.541-1 du Code de l'environnement et notamment :

- les modalités de prévention et réduction de la nocivité des déchets telles que définies au 1° du II de l'article L.541-1,
- ainsi que la hiérarchie des modes de traitement des déchets telle que définie au 2° du II de l'article L.541-1.

Article 2.5.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets (dangereux, non dangereux, POP, inerte, ménager et d'activités économiques) sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

Les déchets sont gérés selon leur nature et conformément aux articles R.543-1 à R.543-364 du chapitre III du titre IV du livre V du Code de l'environnement.

Article 2.5.3 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont protégés des intempéries, réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des effluents liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 2.5.4 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

À l'exception des déchets ne pouvant pas être stockés dans l'établissement, l'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Cette disposition s'applique en particulier aux concentrats issus du traitement des lixiviats.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 2.5.5 : Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux, en particulier, pour ces derniers, au voisinage des aérodromes, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les activités de tri des déchets et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation. Elles ne peuvent être pratiquées sur le site que sur une aire spécialement aménagée et conformément à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2.5.6 : Traitement des déchets

L'exploitant respecte les règles de traitement des déchets, spécifiques aux installations de stockage, définies aux articles D.541-48-1 à R.541-48-4 du Code de l'environnement, et notamment la mise en place d'un contrôle vidéo des déchargements de déchets.

Article 2.5.7 : Traçabilité des déchets

L'exploitant respecte les dispositions relatives à la traçabilité des déchets définies aux articles R.541-42 à R.541-48 du Code de l'environnement et notamment la mise en place d'un registre électronique défini au II de l'article R.541-43 du Code de l'environnement.

Article 2.5.8 : Transport des déchets

Les opérations de transport de déchets respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-61-2 du Code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. L'exploitant respecte les dispositions particulières relatives aux mouvements transfrontaliers de déchets prévues aux articles R.541-62 à R.541-64-4 du Code de l'environnement.

Article 2.5.9 : Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Quantité maximale annuelle	Destination
Boues de curage de débourbeur	15 m ³	Filières autorisées
DIS (chiffons et papiers souillés,..)	1 000 kg	Filières autorisées
Huiles usagées (vidange moteur ou système hydraulique)	4000 litres	Filières autorisées
Déchets ménagers non valorisables	5 m ³	Sur site
DIB (ex : chute de géomembrane) ou matières valorisables	50 m ³	Filières autorisées ou sur site
Charbon actifs (rotation caisson)	130 tonnes	Filières autorisées

Chapitre 2.6. Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Article 2.6.1 : Dispositions générales

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à respecter :

- les articles R.571-1 à R.572-12 du titre VIII du livre V du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- ainsi que les règles techniques de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle relative aux vibrations mécaniques précitée.

Article 2.6.2 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies dans le dossier de demande d'autorisation d'avril 2004.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour Allant de 7 h à 22 h (Sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Chapitre 2.7. Prévention des risques technologiques

Article 2.7.1 : Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des installations et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques).

Pour le risque d'explosion, l'exploitant définit, sous sa responsabilité, trois catégories de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type 0 (gaz) ou 20 (poussières) : zone à atmosphère explosive permanente, pendant de longues périodes ou fréquemment (catégorie 1),
- une zone de type 1 (gaz) ou 21 (poussières) : zone à atmosphère explosive occasionnelle en fonctionnement normal (catégorie 2),

- une zone de type 2 (gaz) ou 22 (poussières) : zone à atmosphère explosive épisodique dans des conditions anormales de fonctionnement, de faible fréquence et de courte durée (catégorie 3).

Article 2.7.2 : Contrôle et accès

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale sur lequel est inscrit :

- la désignation de l'installation ;
- les mots : « installation de transit et de stockage de déchets non dangereux, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre du Code de l'Environnement » ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et les heures d'ouverture du site ;
- les mots « accès interdit sans autorisation » et « informations disponibles à » suivis de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et de la mairie de la commune d'implantation ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police ainsi que de la préfecture du département ;
- les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

Un accès principal et unique, muni d'un portail fermé à clé en dehors des heures de travail, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Article 2.7.3 : Évolution défavorable des paramètres mesurés et surveillance renforcée

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Compte tenu de la dissémination sur le territoire national de munitions de tous types, l'attention des personnels qui interviennent sur le site sera attirée sur les risques de manipulation après découverte de tout objet suspect.

Article 2.7.4 : Comportement au feu

La conception générale des ateliers classés en zone à risque d'incendie est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes. L'usage de matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.7.5 : Tuyauteries

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes et sectionnables.

En particulier, les canalisations enterrées de liquides inflammables constituées d'une simple enveloppe en acier sont interdites.

Elles doivent :

- soit être munies d'une deuxième enveloppe externe étanche en matière plastique, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne, dont les caractéristiques répondent aux références normatives en vigueur ;
- soit être conçues de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en termes de double protection.

Toutefois, lorsque les produits circulent par aspiration ou gravité, sont acceptées les canalisations enterrées à simple enveloppe :

- soit composées de matières plastiques ;
- soit métalliques spécifiquement protégées contre la corrosion (gaine extérieure en plastique, protection cathodique ou une autre technique présentant des garanties équivalentes).

Dans le cas des canalisations à double enveloppe, un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme de réservoir) permettra de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la canalisation. Ces points bas sont pourvus d'un regard permettant de vérifier l'absence de liquide ou de vapeurs.

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosions, chocs, température excessive, tassement du sol...).

Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Les vannes et tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

Article 2.7.6 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis.

Les abords du site doivent être débroussaillés sur une bande en périphérie d'une largeur minimale de 20 m, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen de communication permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.7.1 ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un bassin d'une capacité de 300 m³ situé à l'entrée du site, alimenté par les eaux pluviales, toujours en eau quelles que soient les conditions climatiques et équipé d'une aire de 32 m² pour la manœuvre des engins incendie ;
- d'une réserve de terre en quantité suffisante, et de 300 m³ au minimum, pour éteindre un éventuel incendie au sein d'une alvéole de stockage, présente en permanence près de l'alvéole en exploitation, sans préjudice des dispositions ci-après.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 2.7.7 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Les équipements utilisés dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 2.7.1 du présent arrêté et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, sont conformes :

- aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles,
- ainsi qu'au décret n°96-100 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 2.7.8 : Électricité statique et mise à la terre

En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les transmissions sont assurées d'une manière générale par trains d'engrenage ou chaînes convenablement lubrifiées. En cas d'utilisation de courroies, celles-ci doivent permettre l'écoulement à la terre des charges électrostatiques formées, le produit utilisé, assurant l'adhérence, ayant par ailleurs une conductibilité suffisante.

Les systèmes d'alimentation des récipients, réservoirs doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 2.7.9 : Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française en vigueur ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant la norme française en vigueur, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Cette vérification est également effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet et les rapports de vérification.

Article 2.7.10 : Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante, compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).

Tous les moyens nécessaires seront également mis en œuvre pour maîtriser les risques liés au dégagement de méthane ou de sulfure d'hydrogène.

Article 2.7.11 : Désenfumage

Les bâtiments comportant des zones à risque d'incendie sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés, dégagés lors d'un incendie sur au moins 2 % de leur surface d'éléments (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local.

Le dispositif de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers des installations.

Les commandes manuelles et automatique de ces dispositifs doivent être facilement accessibles et situées à proximité des issues de secours des locaux.

Article 2.712 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 2.71 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumées ou de flammes. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Article 2.713 : Événements et parois soufflables

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 2.71 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements/parois soufflables.

Ces événements/parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Article 2.714 : Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Article 2.715 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 2.716 : Gestion des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction de la zone de stockage sont collectées par le système de drainage des lixiviats, rejoignant les bassins de stockage des lixiviats bruts et sont traitées à travers le dispositif de traitement des lixiviats.

Les eaux d'extinction de la zone d'accueil sont collectées par le réseau des eaux pluviales puis rejoignent le bassin de stockage des eaux pluviales. Ces eaux d'extinction font l'objet d'un contrôle avant rejet. Selon leurs caractéristiques :

- respect du débit de fuite maximal de l'article 2.4.7 : elles sont libérées au milieu naturel ;
- non-respect du débit de fuite maximal de l'article 2.4.7 mais pouvant être traitées sur site par le dispositif de traitement des lixiviats : elles sont traitées sur site puis libérées au milieu naturel ;

- non-respect des valeurs limites de rejet mais ne pouvant pas être traitées sur site par le dispositif de traitement des lixiviats : elles sont éliminées vers les filières de traitement appropriées.

Les produits récupérés dans les ouvrages cités précédemment obéissent aux prescriptions relatives aux rejets d'eau ou à l'élimination des déchets.

Article 2.7.17 : Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Article 2.7.18 : Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 2.7.1 et notamment celles recensées « locaux à risque » présent notamment sur la plate-forme technique, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise d'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Article 2.7.19 : Évolution défavorable des paramètres mesurés et surveillance renforcée

Les vérifications périodiques et la maintenance des équipements sont effectuées selon les modalités des arrêtés applicables à l'installation et visée aux articles 1.5.1 et 1.8.1 du présent arrêté et notamment celles des articles 66 et 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

La valeur des résistances des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.

Chapitre 2.8. Dispositions techniques applicables à certaines installations de l'établissement

Article 2.8.1 : Disposition des casiers

La zone à exploiter est divisée en 2 tranches d'exploitation, elles-mêmes subdivisées en casiers hydrauliquement indépendants et en alvéoles limitant la superficie ouverte en exploitation à 3 000 m². La durée d'exploitation d'un casier est au maximum de 18 mois.

La capacité et la géométrie des casiers contribuent à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans un casier est déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant défini à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé.

La hauteur maximale du massif est de 236 mètres NGF après réaménagement en fin d'exploitation.

Chaque niveau de digue fait l'objet d'un contrôle, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, de sa bonne stabilité au regard des modalités d'exploitation envisagées et de sa perméabilité qui devra demeurer inférieure à 1.10^{-9} m/s. Le compactage et les caractéristiques mécaniques sont notamment vérifiés. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les aménagements (notamment les digues périphériques et inter-casiers) et les superficies des casiers sont conformes à celles fixées dans le projet d'exploitation figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Article 2.8.2 : Pente en fond de casier

La collecte et l'écoulement des lixiviats au sein des casiers se fait par le biais du réseau de drains susvisé et de façon gravitaire jusqu'à un point bas permettant l'écoulement des lixiviats jusqu'aux bassins tampons. Pour cela, le profil de fond des casiers est en pente conformément aux dispositions prévues dans le dossier de demande. Un organisme extérieur compétent contrôle que la pente est d'au moins 1,5 % pour l'ensemble de chaque casier et l'exploitant tient les résultats de ce contrôle à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veillera tout particulièrement, au cours de l'exploitation, aux tassements différentiels des sols ou matériaux sur lesquels sont positionnés les collecteurs pour ne pas créer de contre-pentes. Il prendra toute mesure qui s'imposera afin de garantir dans le temps l'écoulement gravitaire.

Article 2.8.3 : Maîtrise des alimentations latérales ou par la base des eaux de sub-surface

Des dispositions sont prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers, par une nappe ou des écoulements de sub-surface. Ces dispositions sont précisément définies et dimensionnées par l'exploitant en préalable à la réalisation des travaux d'aménagement des casiers.

Elles permettent d'une part de garantir dans de bonnes conditions la constitution des barrières de sécurité passive et active ainsi que l'aménagement des ouvrages et d'autre part d'assurer la non-sollicitation à terme de la zone de stockage des déchets par les eaux souterraines. L'ensemble de ces études et justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.8.4 : Modalité d'exploitation

Il ne peut être exploité qu'un casier, ou qu'une seule alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets.

La mise en exploitation du casier n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier n-1 qui peut être soit un réaménagement final si le casier atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers superposés.

Cette couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets. Les couvertures intermédiaires sont retirées au fur et à mesure de la reprise de l'exploitation afin de prévenir le risque d'apparition de nappes d'eau perchées au sein du massif de déchets.

Article 2.8.5 : Stabilité des déchets stockés

Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site sauf s'il s'agit de déchets en balles. Ils sont recouverts aussi souvent que nécessaire pour limiter les nuisances, et au moins à la fin de chaque semaine. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible est au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation.

Article 2.8.6 : Fin d'exploitation commerciale

À la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins 5 ans. À l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Le préfet peut faire procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 2.8.7 : Servitudes

Conformément à l'article L. 515-12 du Code de l'environnement et aux articles R. 515-24 à R. 515-31 de ce même code, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, conformément à l'article R. 512-39-1 du code susvisé et au chapitre 1.4 du présent arrêté.

Ces servitudes interdisent l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles assurent la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et le maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes limitent autant que de besoin l'usage du sol du site.

Article 2.8.8 : Suivi post-exploitation

La période de suivi post-exploitation est d'une durée minimale de 20 ans, commençant à la date de notification à l'inspection des installations classées par l'exploitant de l'achèvement de la couverture finale du dernier casier exploité et s'achevant dès lors que les données de suivi des lixiviats et du biogaz ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et de la qualité des lixiviats qui nécessiterait des dispositifs actifs de gestion des effluents.

Dès la fin d'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations visées à l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi post-exploitation (T+20ans), l'exploitant adresse au préfet un dossier établi selon le chapitre 1.4 du présent arrêté. En outre, l'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés pendant la période de post-exploitation et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié sus-visé ;
- démontre la maîtrise des impacts sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'[article R. 181-46 du Code de l'environnement](#) qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié sus-visé ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement ;
- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

Article 2.8.8 bis : Surveillance des milieux

La période de suivi long terme comprend la période de post-exploitation et la période de surveillance des milieux, sa durée ne pouvant être inférieure 25 ans.

La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux maires des communes concernées. Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'[article R. 181-45 du Code de l'environnement](#).

Les garanties financières sont levées selon le chapitre 1.6 du présent arrêté.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.

Le préfet peut faire procéder à tout moment par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 2.8.9 : Station de transit

Une station de transit a pour but de regrouper puis de transférer des déchets valorisables vers les filières finales de valorisation. La durée de séjour des déchets fermentescibles ne doit pas excéder 24 h.

La station de transit est située dans l'emprise de l'installation classée clôturée et interdisant l'accès à toute personne ou véhicule non autorisé par l'exploitant.

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement seront aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler ; elles seront constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Les capacités journalières de transit de l'installation seront au moins égales au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale.

La fosse ou l'aire de réception sera construite en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs, et étanche. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

La réception des résidus urbains se fera de 7 h à 19 h du lundi au samedi. La station sera fermée le dimanche et les jours fériés. L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit par les bons de réception signés par le livreur dans le cas où il s'agit de résidus urbains apportés par des particuliers, par le contrat passé avec une collectivité dans le cas d'ordures ménagères régulièrement collectées.

Il est interdit de déposer des résidus sur les aires d'attente ou de circulation lorsque les véhicules gros porteurs utilisés pour le déversement direct ne sont pas préalablement arrivés à la station.

Il est interdit de faire transiter par la station des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie, ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

La fosse ou l'aire est nettoyée avant la fermeture journalière ; elle est désinfectée en tant que de besoin. Les sols de l'installation sont maintenus propres.

Les matériels de manutention sont régulièrement entretenus. Si le transport n'est pas effectué en caisson fermé, les résidus sont recouverts avant leur sortie de la station d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

Les issues sont fermées en dehors des heures d'exploitation.

Chapitre 2.9. Surveillance des émissions et de leurs effets

Article 2.9.1 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que la fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

Sauf accord de l'inspection des installations classées, les méthodes utilisées pour satisfaire au programme de surveillance des rejets de l'établissement, des mesures de bruit et de vibrations, s'il est demandé par le présent arrêté, sont les méthodes normalisées de référence lorsqu'elles existent.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

Article 2.9.2 : Contrôles et analyses inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations.

Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, éventuellement en sa présence en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 2.9.3 : Suivi des lixiviats

Le suivi des lixiviats au sein de chaque casier est mensuel.

Objet	Paramètre de suivi	Objectif	Fréquence de suivi	Localisation
Quantité de lixiviats collectée, réinjectés et stockés par casiers	Volumes collectés	Suivi du bilan hydrique	Mensuelle	Bassin des lixiviats
	Volumes réinjectés	Connaissance, contrôle et maîtrise du procédé de réinjection	Mesure sur chaque brin à chaque épisode de réinjection et bilans mensuels	Débitmètres au niveau des cuves de circulation alimentant les brins d'injection
	Hauteur de lixiviats	Estimation du stock de lixiviats en fond de casier	Mensuelle	À chaque puits de contrôle
Composition chimique des lixiviats produits et réinjectés	Les paramètres ainsi que les fréquences sont définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé. En complément, les composés organiques halogénés (AOX) sont suivis selon la même fréquence.			En sortie de canalisation de collecte gravitaire et de collecte par pompage

Article 2.9.4 : Suivi du biogaz

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.

Une analyse de la qualité du biogaz est réalisée annuellement par un laboratoire extérieur agréé. Selon les paramètres analysés et en particulier le volume de méthane collecté, l'exploitant réajuste les paramètres de réinjection des lixiviats dans chaque casier (fréquence et volume).

Objet	Paramètre de suivi	Objectif	Fréquence de suivi
Quantité de biogaz collecté	Débit collecté (pression, volume, température)	Détermination du volume réel collecté Comparaison du volume réel collecté par rapport au volume théorique estimé annuellement	Mensuelle
	Dépression appliquée	Contrôle du bon fonctionnement du bioréacteur Enregistrement des variations à corrélérer avec les variations théoriques estimées	Mesure à chaque épisode de réinjection et bilan mensuel

Qualité du biogaz collecté	<p>Les paramètres ainsi que les fréquences sont définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé.</p> <p>En complément, le dihydrogène (H₂), le sulfure d'hydrogène (H₂S) et l'humidité seront suivis selon les mêmes fréquences.</p>
----------------------------	--

Article 2.9.5 : Suivi des déchets

Un suivi de terrain est réalisé afin de déterminer le comportement physique général du système et le cas échéant modifier les paramètres de pilotage du bioréacteur.

Objet	Paramètre de suivi	Objectif	Fréquence de suivi	Localisation
Quantité, âge et composition des déchets	Article 27 à 32 du Titre III du chapitre IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé.	Estimation théorique de la production de biogaz Compréhension de l'évolution des paramètres (perméabilité, bilan hydrique, charge organique des lixiviats)	Bilan annuel sur chaque casier	À l'entrée du site
Évaluation des propriétés physiques du massif de déchet	Tassement et densité	Étude du tassement du massif de déchets	Annuelle	Sur chaque casier

Article 2.9.6 : Suivi des eaux résiduaires

La fréquence minimale des contrôles des eaux résiduaires est mensuelle.

Les paramètres suivis sont déterminés et justifiés par l'exploitant en fonction de la qualité intrinsèque des différents effluents. Ils comprennent a minima les paramètres mentionnés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé complétés éventuellement par la conductivité, l'ammonium et les chlorures.

Au moins une fois par an, les mesures seront réalisées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Dans le cas du raccordement à un ouvrage de traitement collectif, la surveillance doit être réalisée à la sortie de l'installation de stockage ou à l'arrivée sur le site de traitement, avant tout mélange avec d'autres effluents, notamment afin de vérifier la traitabilité effective de l'effluent dans l'installation externe.

Une analyse du pH et une mesure de la résistivité des eaux des bassins sont réalisées avant chaque rejet. En cas d'anomalie, les paramètres fixés dans le programme de surveillance défini en application du deuxième alinéa du présent article sont analysés.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dès réception.

Article 2.9.7 : Suivi des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles seront effectués indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Article 2.9.8 : Bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, niveau de la hauteur d'eau dans les puits, quantité d'effluents rejetés, le volume des lixiviats réinjectés dans le massif de déchets).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

Article 2.9.9 : Suivi des odeurs

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments susceptibles d'impacter les perceptions d'odeurs, comme les actions ou événements inhabituels et les conditions météorologiques (pluviométrie, direction et force des vents...).

Une partie des éléments enregistrés peut être commune avec ceux collectés pour le bilan hydrique.

Article 2.9.10 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent chapitre (2.9), notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du Code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Article 2.9.11 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant transmet dans le mois qui suit leur réception les résultats réalisés dans le cadre de l'auto-surveillance de ses rejets aqueux, définie à l'article 2.9.6, à l'inspection des installations classées. Cette transmission est réalisée par voie informatique sur le site dédié du ministère en charge de l'environnement.

Lors de ces transmissions, l'exploitant analyse les résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts).

Il justifie des éventuelles actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

L'exploitant transmet également un rapport annuel de synthèse de ces résultats d'auto-surveillance (chapitre 2.9 du présent arrêté), avec les commentaires appropriés. Ce rapport est transmis à l'inspection, avant le 1er avril de l'année n+1. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Article 2.9.12 : Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application du présent chapitre (2.9) sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception, avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

En outre, ces résultats sont accompagnés des informations sur les causes des éventuels dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dès réception.

Chapitre 2.10. Bilans et rapports annuels

Article 2.10.1 : Information au public

L'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année le dossier annuel d'information du public prévu à l'article R.125-2 du Code de l'environnement.

Titre 3. Prescriptions particulières

Chapitre 3.1. Prescriptions spécifiques à l'installation

Pour la protection des intérêts cités à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées par celles des articles 3.1.1 à 3.1.11 ci-après.

Article 3.1.1 : Complément de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions du II de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, sans préjudice des dispositions prévues à l'article R541-43-II du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement :

- *la nature et la quantité des déchets ;*
- *le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;*
- *la date et l'heure de réception, et, si elle est distincte, la date de stockage ;*
- *l'identité du transporteur ;*
- *le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement de déchets) ;*
- *la date de délivrance de l'accusé de réception ou de notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus. »*

Article 3.1.2 : Complément de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions du II de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les casiers contenant des déchets biodégradables sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau définitif de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné dès le début de l'exploitation pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter vers une installation de valorisation ou, à défaut, vers une installation de destruction par combustion.

Les installations de valorisation, de destruction, de transport ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

Le biogaz non valorisé sera, a minima, détruit par combustion dans une ou plusieurs torchères à haut rendement et à allumage automatique. Le fonctionnement des torchères doit respecter les dispositions prévues à l'article 3.1.4 du présent arrêté. »

Article 3.1.3 : Complément de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes

En compléments des dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. »

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances. »

Article 3.1.4 : Complément de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions l'article 21 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les installations de valorisation ou de destruction du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement :

- Si le système n'est pas raccordé directement sur la torchère, l'installation de valorisation du biogaz est équipée d'un système de bascule automatique télé-géré à distance lui permettant, en cas de dysfonctionnement ou d'arrêt d'acheminer le biogaz vers la torchère afin d'être éliminé ;*
- La torchère de destruction du biogaz est équipée d'un dispositif de rallumage automatique et d'un système lui permettant de s'adapter aux variations de débit et de qualité du biogaz, tout en gardant une température de brûlage constante. Elle dispose d'un système de coupe automatique asservi à une alarme en cas de dysfonctionnement. Les gaz de combustion sont portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 s. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.*

Les points de rejet sont repérés sur un plan de l'établissement (annexe III) tenu à jour.

[...]

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance doivent être effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

[...]

En sortie de torchère, les gaz font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur portant sur les émissions à l'atmosphère de SO₂ (valeur limite d'émission : 300 mg/Nm³), CO (valeur limite d'émission : 150 mg/Nm³), HCl, HF et poussières. »

Article 3.1.5 : Complément de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions l'article 23 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les résultats de tous les contrôles et analyses sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi. »

Article 3.1.6 : Complément de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont déterminés et justifiés par l'exploitant en fonction des polluants susceptibles d'être contenus dans les lixiviats et de la qualité des eaux souterraines dans la région des installations.

Un échantillon d'eau souterraine est prélevé dans chacun des piézomètres : Pz 1, Pz 2, PZS1, PZS4 et au point « résurgence S6 » et, a minima, les paramètres suivants sont analysés :

<i>Paramètres mesurés 4 fois/an</i>	<i>Paramètres mesurés 2 fois/an (février/mars et août/septembre)</i>
<i>COT, N global, Chlorures</i>	<i>Al, Cd, CN libres, phénols, Fluor et composés</i>

Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi.

Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Pour chacune de ces interventions, la position des piézomètres par rapport à l'écoulement de la nappe est définie en réalisant une carte piézométrique au droit du site et de ses environs.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). »

Article 3.1.7 : Complément de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions l'article 17 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan fait notamment apparaître :

- l'empreinte générale du site et de ses aménagements ;*

- la zone à exploiter ;
- les niveaux topographiques des terrains ;
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation ;
- l'emplacement des casiers ;
- les déchets entreposés casier par casier (provenance, volume, nature) ;
- le schéma de collecte des eaux, des bassins et des installations de traitement correspondantes ;
- les zones réaménagées.

Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, est réalisé tous les ans. »

Article 3.1.8 : Complément de l'article 62 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

En compléments des dispositions l'article 62 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes au niveau de la plate-forme de transit de déchets non dangereux (rubrique 2716) :

« Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Cette voie engin respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment.

Les installations classées en zone à risque d'incendie doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments concernés sont desservis, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de l'installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. »

Article 3.1.9 : Complément de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

En compléments des dispositions l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les installations électriques sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. »

Article 3.1.10 : Complément de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

En compléments des dispositions l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;*
- l'obligation du « permis de feu » pour les zones à risques de l'établissement ;*
- ainsi que les mesures à prendre en cas de défaillance du système de valorisation ou d'élimination du biogaz. »*

Article 3.1.11 : Complément de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

En compléments des dispositions l'article 16 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence au moins annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité. »

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'AMAILLOUX, et peut y être consultée ;
- 2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;
- 3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;
- 4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

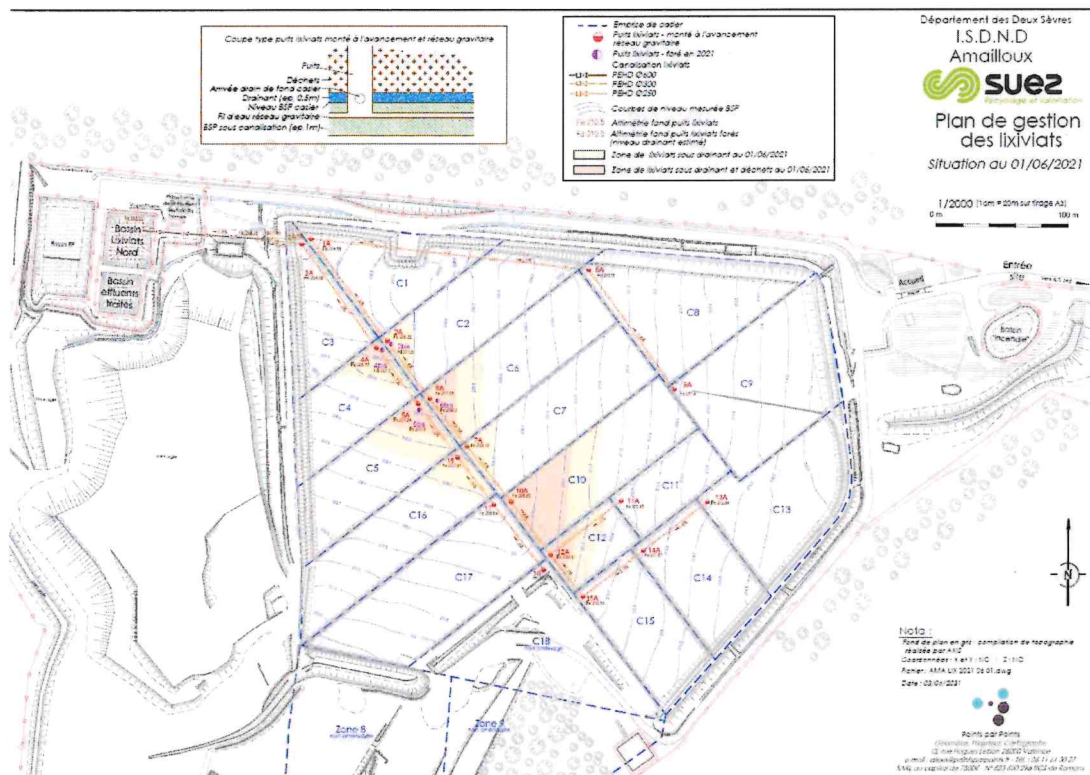
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 7 : Exécution

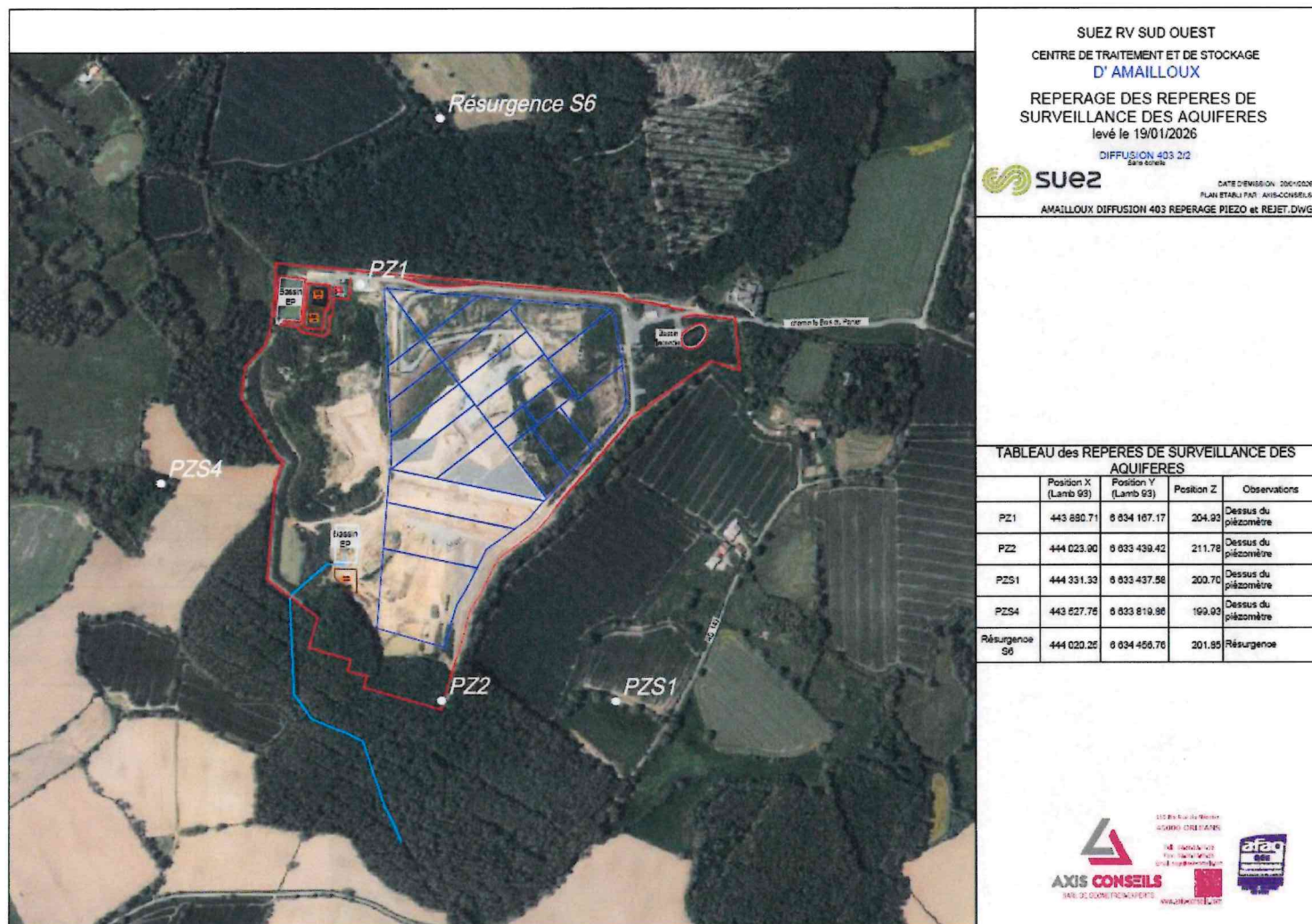
Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Parthenay, le directeur régional de l'emploi, de l'aménagement et du logement, la maire d'Amailloux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Niort, le 18 FEV. 2026

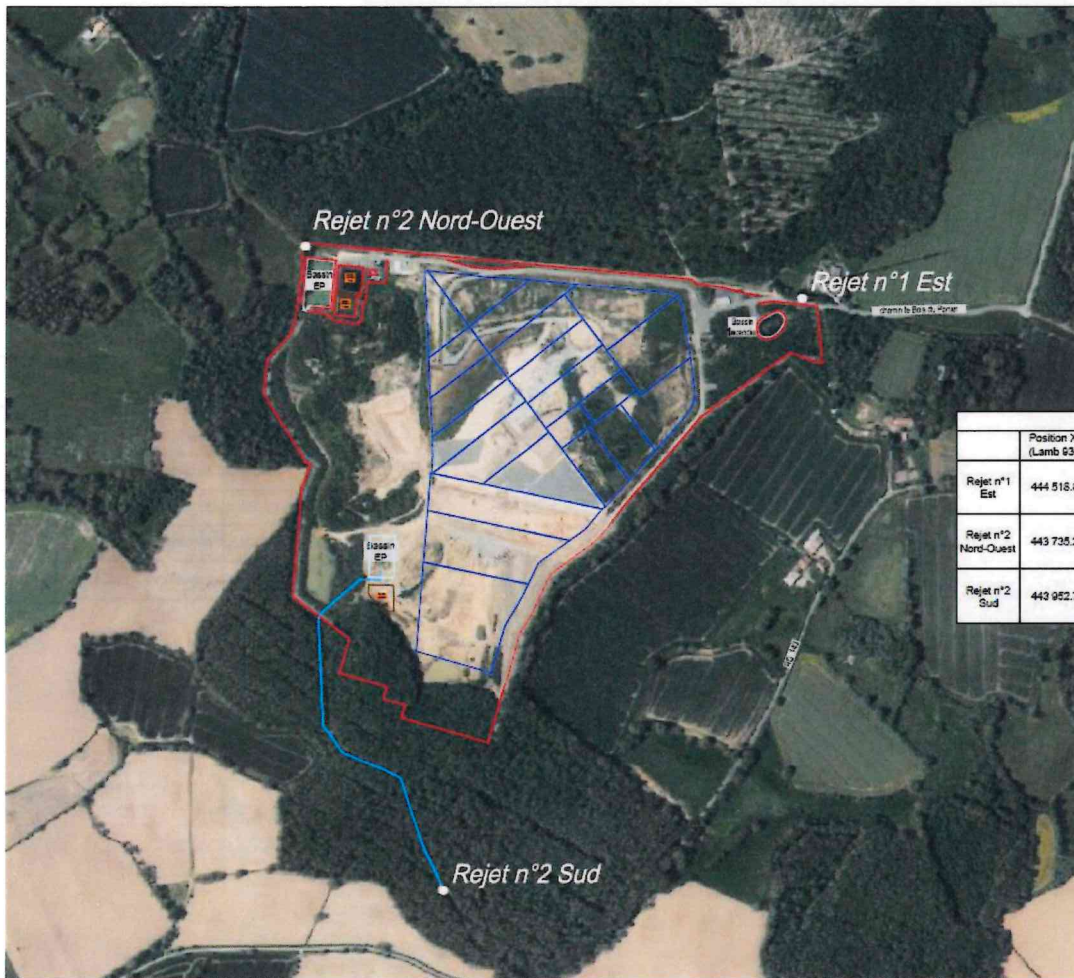
Simon FETET



Annexe II – Réseau de surveillance des aquifères



Annexe III – Points de rejet



SUEZ RV SUD OUEST
CENTRE DE TRAITEMENT ET DE STOCKAGE
D'AMAILLOUX

REPERAGE DES POINTS DE REJETS
levé le 19/01/2026



DIFFUSION 403 1/2
Saint-Etienne

DATE D'EMISSIION : 2001/00/00

PLAN ETABLI PAR : AXIS-CONSEILS

AMAILLOUX DIFFUSION 403 REPERAGE PIEZO et REJET.DWG

TABEAU des POINTS DE REJET

	Position X (Lamb 93)	Position Y (Lamb 93)	Position Z	Observations
Rejet n°1 Est	444 818.83	6 634 117.14	218.30	Eaux de ruissellement et de voirie : 70 m3/jour
Rejet n°2 Nord-Ouest	443 735.25	6 634 198.50	200.77	Eaux de ruissellement et de voirie : 250 m3/jour Lixiviats traités (perméats) : 100 m3/jour
Rejet n°2 Sud	443 952.74	6 633 162.85	210.84	Eaux de ruissellement et de voirie : 300 m3/jour

